

# Indépendance et sécurité alimentaires

Martin Verlet, chargé de recherches à l'ORSTOM

Au seuil des années cinquante, deux ouvrages pionniers de Josué de Castro mirent en lumière les réalités de la malnutrition dans le Tiers monde, au moment où en Asie et Afrique déclinaient les empires coloniaux. *La géographie de la faim* paraît en France en 1949 : l'analyse porte sur le Brésil. En 1952 est publié la *Géographie de la faim*, qui élargit l'approche aux autres continents. Depuis ces premiers textes d'alerte, la conscience, l'intelligence des phénomènes liés à la persistance et à l'expansion de la faim dans le monde ont progressé.

*signifier* Au cours des années soixante, une succession de situations de famines a contribué à organiser la sensibilité de l'opinion aux phénomènes de la faim. Entre 1969 et 1974, les conditions de l'agriculture et de l'élevage se dégradent de façon catastrophique au Sahel. Des conditions de disette critique se manifestent en Ethiopie (1974), au Bangladesh (1974), dans l'Ouest africain sahelien (1978), au Kampuchea (1979). Aujourd'hui une disette massive frappe des régions entières d'Afrique. Du Sahel aux zones côtières, de l'Ethiopie à l'Afrique australe, la famine menace des millions d'Africains. Les périodes de sécheresse aggravée qui ont marqué l'année 1982 ont touché de plein fouet des agricultures rendues plus fragiles par la désorganisation des systèmes productifs, par la rupture des équilibres entre l'homme et son environnement, par l'appauvrissement des paysans, par les pressions accentuées du système capitaliste sur les économies nationales. A intervalles répétés et raccourcis, l'actualité signale des poussées catastrophiques de la faim : Nord-Est brésilien, Ouganda, « émeutes de la faim » à Sao Paulo, en Haïti, à Saint-Domingue. Rendant plus sensible le phénomène, les situations de crise ont aussi contribué à une perception plus exacte, plus ample des réalités contemporaines de la malnutrition et des pénuries alimentaires.

Le problème de la faim est désormais perçu comme un phénomène permanent, structurel. La malnutrition progresse. Elle affecte les populations appauvries des villes comme celles des campagnes. Elle est partie intégrante d'une condition globale de misère, de sous-emploi, et accompagne les autres effets du sous-développement : maladies endémiques, forte mortalité infantile, analphabétisme. Elle est le révélateur de la domination des économies et de leur subordination au sein d'une division internationale du travail régie par l'impérialisme. Si elle s'installe là où se sont imposées les situations de dépendance et de domination de l'ère coloniale, elle a pour moteur la pénétration capitaliste dans ses formes actuelles : redéploiement multinational, répercussion des effets de la crise, accentuation des pressions politiques et économiques par des biais divers (encadrement par la FMI et la Banque mondiale, aide alimentaire, transferts technologiques). L'idée que le problème revêt un caractère global renvoie à celles de transformations économiques et sociales dans chaque formation sociale, dans chaque pays pris en particulier, d'élimination des mécanismes internes d'exploitation, de réorientation des processus d'accumulation. Le lien existant entre les conditions de sous-développement et l'ordre capitaliste pose la question des transitions vers le socialisme, dans des conditions variées et selon des voies multiples. Dans le même temps, l'articulation qui existe entre l'escalade de la course aux armements et la permanence de la malnutrition et de tous les effets du sous-développement est plus nettement ressentie. A l'occasion du VII<sup>e</sup> Sommet des pays non-alignés, à New Delhi, en mars 1983, Indira Gandhi rappelait que le coût d'un porte-avion nucléaire, 4,5 milliards de dollars, dépasse ou équivaut au produit national brut de plus de 53 pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes. Dans le document qu'il a présenté à l'occasion de ce Sommet (*La crise économique et sociale du monde*), Fidel Castro notait que le budget voté par le Congrès américain pour le développement du missile MX, 2,5 milliards de dollars, correspond au coût de mise en valeur de 10 millions d'hectares de pâturages, ou à celui de la protection contre les inondations de 2 millions d'hectares. Avec la montée de la crise, et plus particulièrement à partir du Sommet d'Alger des non-alignés en 1973, l'action contre le sous-développement est associée à l'exigence d'un nouvel ordre économique international. Des mesures immédiates, particulières, sont préconisées à l'égard des pays les plus appauvris, notamment à l'occasion de la Conférence de l'ONU sur les pays les moins avancés (Paris, septembre 1981). Cependant, tout en faisant la part aux solutions à court terme, la notion de nouvel ordre met en avant la revendication d'une refonte globale des structures économiques, monétaires, financières internationales. Dans leurs efforts pour avancer vers un nouvel ordre international (tout progrès dans ce sens

est actuellement bloqué du fait des positions néolibérales adoptées par l'Administration Reagan, comme en a témoigné l'échec de la VI<sup>e</sup> CNUCED à Belgrade en juin 1983), les non-alignés, le « groupe des 77 » ont formulé un ensemble de propositions concrètes (programme de Manille sur les matières premières de 1976, programme d'Arusha pour l'autonomie collective) qui concernent directement ou indirectement l'élimination de la pauvreté et de tous les effets du sous-développement. Cette activité programmatique et politique collective des pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes joue un rôle considérable pour rendre présente, dans la sphère internationale, l'exigence de justice sociale et de coopération des pays du Tiers monde.

Stimulant, accompagnant, éclairant ce mouvement de prise de conscience, les recherches sur les phénomènes de la faim et de la malnutrition se sont très largement développées. Il existe, sur ces sujets, une très vaste littérature, souvent précise et de grande qualité, s'adressant tantôt au public le plus large, tantôt aux spécialistes. Nous nous bornerons ici à identifier quelques tendances générales qui ont marquées ces travaux au cours de la dernière décennie. Le Club de Rome, à travers le rapport Meadows (*Les limites de la croissance*) insiste, en 1972, sur les spectres de la pénurie et sur le nécessaire partage des ressources. Parmi d'autres, un agronome, le professeur Klatzmann (*Nourrir dix milliards d'hommes*) souligne en 1975, les possibilités d'augmentation de la production et d'élévation de la productivité ouvertes par les progrès de la connaissance scientifique et de la maîtrise technique. Alors qu'est dénoncée la « croissance de la famine » (Dumont, 1975), le constat va désormais de pair avec la mise à jour des mécanismes de domination et d'exploitation. Le titre d'un recueil présenté par le Comité information Sahel en 1974 est, à cet égard, singulièrement évocateur : *Qui se nourrit de la famine au Sahel ?* s'inscrivant dans une optique générale de partage, *Comment meurt l'autre moitié du monde* (1978) dénonce à quel point les pénuries sont organisées, la faim étant devenue, pour l'agro-business le « marché du siècle ». Avec de nombreux autres auteurs, Sophie Bessis (*L'arme alimentaire* (1981)) s'applique à démonter les rouages du chantage alimentaire et à évaluer de façon critique les effets — ambigus ou mystificateurs — du financement extérieur, des « miracles » technologiques de l'aide. D'autres analyses, telles celles de Robert Linhart sur les régions sucrières du Nord-Est brésilien (*Le sucre et la faim*, 1980) tentent de saisir le mouvement de la paysannerie, sous oppression, en éveil. Les titres évoqués ici, parmi ceux le plus largement diffusés de la littérature sur la faim de cette période laissent apparaître qu'une distance très nette a été prise avec les explications privilégiant les déterminations physiques ou démographiques. La problématique des ressources n'est retenue qu'à travers les mécanismes

d'accaparement, d'exploitation, de gaspillage. L'accent est placé sur les facteurs externes de domination et d'exploitation : arme alimentaire, extension des cultures d'exportation, transferts de technologie, encadrement du producteur par les firmes multinationales, financement extérieur, aide alimentaire. S'inscrivant le plus souvent dans une opposition entre pays « aidés » et pays « pauvres », entre « centre » et « périphérie », nombre des analyses n'appréhendent que de façon superficielle les transformations sociales à l'œuvre dans les communautés villageoises et les communautés d'éleveurs ; elles atténuent les différences de situation l'approche diversifiée des Etats dans les stratégies du développement (y compris rural) qu'ils adoptent, les expériences de transformation socialiste. Elles dénoncent et dévoilent plus qu'elles ne proposent.

Au cours des dernières années, les approches programmatiques, les propositions d'action se sont multipliées. Publiés en 1980 (*Nord-Sud : un programme de survie*) et en 1983 (*Common crisis*), les deux rapports de la Commission que préside Willy Brandt s'inscrivent dans le mouvement de la crise et vont, sur certains points, à la rencontre des mesures préconisées par le « groupe des 77 » et par le mouvement des non-alignés. En revanche, le rapport Berg (*Développement accéléré de l'Afrique au Sud du Sahara : Programme d'action*) s'inscrit dans la ligne des thèses néo-libérales de l'Ecole de Chicago. Il s'oppose aux stratégies du développement recentré et d'autonomie collective élaborées par les pays africains eux-mêmes lors de la Conférence de Monrovia (1979) puis à l'occasion du Sommet économique de Lagos (1980). Dans une optique différente, celle du réaménagement des politiques de coopération de la CEE, le *Memorandum sur la politique communautaire de développement* (« document Pisani ») met l'accent, en 1982, sur les stratégies du développement alimentaire. En France, comme dans d'autres pays européens, les organisations non gouvernementales formulent nombre de propositions pratiques. Partant souvent d'expériences de terrain, celles-ci vont dans le sens d'interventions à petite échelle. Elles traduisent un passage de la notion d'aide à celle de coopération. Elles se préoccupent de plus en plus de l'évolution des systèmes productifs, de la transformation des rapports sociaux, des effets de domination, de la destruction de la nature comme un mécanisme lié à un mode d'exploitation. Parfois, elles s'élargissent dans une vision plus globale, comme c'est le cas de la *Charte de la coopération* élaborée par l'AFASPA. En Italie, en France, les partis de gauche précisent leur position sur les phénomènes de la malnutrition et du sous-développement. Pour sa part, le Parti communiste français a rendu public en 1982 un document intitulé : *La faim dans le monde. Quelle contribution pour la France*. Dans plusieurs pays européens (RFA, Grande-Bretagne, Pays-Bas), les courants écologistes, les mouvements pour la

paix et le désarmement inscrivent dans leurs objectifs des formes nouvelles de coopération avec le Tiers monde.

Peut-être convient-il de situer le dossier que présente *Recherches internationales* dans ce double mouvement des perceptions et des idées que nous venons d'esquisser rapidement. Nous nous y essaierons à travers quelques remarques sur l'intitulé et sur le contenu.

À l'expression « faim dans le monde », nous avons préféré celle d'indépendance et de sécurité alimentaire. Il ne s'agit pas, dans notre esprit, de prendre des distances par rapport à une formule évocatrice, profondément inscrite dans les sensibilités. Il s'agit plutôt d'en marquer les limites. La notion de « faim dans le monde » tend à effacer les disparités de situation, les aspects multiples de la malnutrition et des pénuries alimentaires dans le monde d'aujourd'hui. Si elle traduit le caractère massif, alarmant du phénomène, elle tend à l'isoler des autres effets du sous-développement, des mécanismes de domination et d'exploitation, des rapports sociaux. En parlant d'« indépendance et de sécurité alimentaire », nous ne pallions pas l'ensemble de ces limitations. Néanmoins, l'action contre la faim se trouve explicitement rattachée au mouvement d'ensemble de libération des peuples. Elle est insérée dans le contexte de l'affirmation de leur indépendance politique (face au colonialisme et aux dominations impérialistes), dans le processus de construction de leur indépendance économique et de prise de distances par rapport à la division internationale qui leur a été imposée. Parler de sécurité alimentaire renvoie à l'idée d'autosuffisance ; d'autonomie nationale ou régionale, de réponse durable aux besoins. Enfin le titre retenu met en évidence que l'issue se trouve, primordialement, dans la réorientation des systèmes productifs et des procès d'accumulation, dans des stratégies du développement mobilisant les ressources matérielles et humaines dans une logique qui ne nie pas la justice sociale et la réponse aux besoins fondamentaux, dans chaque formation nationale prise en particulier.

S'agissant de ce dossier, nous nous contenterons de souligner quelques caractéristiques d'ensemble qui traduisent la démarche des auteurs.

L'approche est délibérément pluridisciplinaire. Elle est le fait d'historiens, de géographes, de sociologues, d'anthropologues, d'économistes, de juristes, de nutritionnistes. L'apport de l'agronome n'a pas été ignoré : il a été précédemment exposé dans *Recherches internationales* (n° 1, 1981) par une forte contribution de Didier Spire, chercheur à l'INRA, sous le titre : « La faim et le sous-développement : l'agriculture ».

Le problème de la malnutrition est approfondi comme un phénomène global. Cela signifie qu'il n'y a pas d'issue partielle, momentanée, qu'il n'y a pas de solution purement technique. La malnutrition plonge ses racines dans un processus global de domination et d'exploitations passé et

présent, interne et externe. La survivance et la croissance de la malnutrition et de la dépendance alimentaire se répercute sur tous les aspects de la vie sociale ; elle hypothèque gravement les capacités de construire des économies nationales. Si la dimension politique joue en la matière un rôle central, les stratégies de développement mises en œuvre ne peuvent qu'articuler étroitement l'essor de l'agriculture, l'industrialisation, la recherche.

Nous nous sommes, en outre, efforcés d'inscrire le phénomène de la faim dans la durée, dans l'histoire. L'économie de traite coloniale, décrit par Jean Suret-Canale, a vu, dans nombre de pays de l'Ouest africain, ses structures fondamentales perdurer au lendemain des indépendances : « Dans ce sens, il n'y a pas d'économie néo-coloniale, il n'y a qu'une économie coloniale, celle qui répond aux exigences du capitalisme monopoliste d'Etat, qui évolue et se transforme dans le sens de sa propre logique. Il n'y a que des politiques néocoloniales ». Néanmoins, le redéploiement du capital, l'exercice, par les Etats-Unis d'un hégémonisme agro-alimentaire, l'encadrement des paysanneries par les firmes multinationales soulèvent de nouvelles questions en même temps qu'ils confèrent des formes nouvelles à la malnutrition et aux pénuries. Ce « déferlement de l'agro-business dans les campagnes du Tiers monde » (Yves Goussault) incite à saisir la faim dans le monde dans son moment actuel.

En focalisant des études sur des espaces particuliers : le monde arabe (Jean Dresch), la zone sahéenne (André Bourgeot), les Philippines (Martin Verlet), l'hétérogénéité des situations est mise en évidence. Mais, à travers chaque étude de cas, c'est un problème particulier qui est abordé. Avec l'évocation du monde arabe, l'articulation complexe des relations entre les contraintes naturelles, les systèmes de production et les politiques de développement agricole est mise en évidence. A partir de l'analyse des sociétés de pasteurs nomades de l'Ouest sahéen, l'imbrication entre la progression des rapports marchands et les phénomènes de désertification est révélée. L'étude des évolutions aux Philippines au cours de la dernière décennie permet de dévoiler les effets pervers de la logique d'un financement extérieur et les soubassements sociaux des stratégies de développement préconisées par la Banque mondiale.

L'analyse des mécanismes de l'exploitation dans les pays du Tiers monde tels qu'ils se reflètent à travers l'insécurité et la dépendance alimentaires pose à l'économiste comme au sociologue des questions théoriques majeures. Il en est ainsi de la question des prix à laquelle s'attache Gérard de Bernis.

A chaque moment de la démarche, le constat, le dévoilement des causes vont de pair avec la désignation d'issues. Celles-ci sont recherchées à l'intérieur des formations sociales elles-mêmes. Elles font l'objet d'af-

frontements. De ce point de vue, l'incitation d'Yves Goussault à dissiper l'image de paysanneries inertes, passives, est à retenir. Les stratégies d'indépendance font appel aussi à des alliances, à des coopérations. L'expérience conduite au Viet Nam par G. Béréziat, J. Chambaz et G. Trugnan, invite à s'interroger sur ce que peut être, en actes, l'avancée vers de nouveaux rapports de coopération. Rattachant le problème de la faim à celui des droits de l'homme, Francine Demichel et Jean Guillemot ouvrent sur la problématique du nouvel ordre international.

Désigner ce qui peut fonder la cohérence d'un dossier composé d'éclairages partiels, successifs, reste cependant insuffisant. Il convient d'en repérer également les manques. Les dimensions écologiques n'ont pas été abordées, non plus que le problème de l'articulation concrète des politiques de surarmement et de la permanence du sous-développement. L'expérience du socialisme est évoquée uniquement à travers le Viet Nam, alors que l'une des critiques majeures que nous formulons, à l'égard de la majeure partie de la littérature consacrée à la faim dans le monde, est précisément qu'elle occulte l'apport original des processus de transformation engagés dans les pays socialistes. L'explication tient au fait que l'élaboration du présent numéro a été encadrée par deux initiatives de l'IRM, l'une sur le socialisme développé, l'autre sur le mouvement vers le socialisme dans les régions de libération nationale. Le colloque sur le Socialisme a fait l'objet du n° 9 de *Recherches internationales*, alors que le problème des transitions socialistes dans le Tiers monde sera le thème du n° 14. Signalons également que la démarche de la CEE à l'égard des problèmes de la faim et du développement agricole a donné lieu à la publication d'un article de Maria Hansen dans le n° 12.

C'est dire que ce dossier « indépendance et sécurité alimentaire » n'est qu'un moment d'une recherche plus large, que *Recherches internationales* a déjà amorcé, et entend bien poursuivre. Nous y sommes d'autant plus enclins que les phénomènes de la malnutrition, des pénuries alimentaires et de tous les effets du sous-développement constituent des révélateurs sensibles des tensions, des contradictions, des affrontements qui marquent le devenir politique et social du monde d'aujourd'hui.